

*Le Monde* 16-17/3/97 p. 1

## ■ Albanie : intervenir ou pas

Les diplomates européens examinent les possibilités de mettre fin au chaos en Albanie. Après les appels lancés par les Albanais, y compris par des représentants des insurgés, ils n'excluaient plus *a priori*, samedi, l'éventualité d'une intervention militaire.

p. 3

qi

Le Monde 16.-17/3/97 p. 3.

# Les Occidentaux examinent l'option d'une intervention en Albanie

A l'issue d'une mission menée auprès de représentants du gouvernement et des insurgés, l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitsky a demandé la constitution d'urgence d'une « coalition de volontaires »

L'éventualité d'une intervention en Albanie devait être examinée samedi 15 et dimanche 16 mars lors de deux réunions internationales : le conseil de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et

la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Les appels lancés vendredi par l'ex-chancelier autrichien Franz Vranitsky, à l'issue de la mission qu'il avait menée auprès de représentants du gou-

vernement et des insurgés albanais, obligent les diplomates à examiner une option militaire ou de police. Le chef des Albanais du Kosovo demande une « intervention internationale urgente ». Alors que le chaos s'installe

en Albanie d'où sont évacués les ressortissants étrangers, tous les représentants des partis politiques, du pouvoir, et même des insurgés là où ils sont organisés, se tournent vers la communauté internationale

JUSQU'AU VENDREDI 14 mars, les Occidentaux semblaient exclure toute forme d'intervention armée en Albanie. Ils ont changé de ton après la mission de l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitsky, qui, ayant rencontré dans la journée des représentants de la rébellion ainsi que le nouveau premier ministre albanais, s'est clairement prononcé pour une intervention extérieure. Les réticences restaient toutefois vives samedi matin, alors que la question albanaise allait être au centre de deux réunions de la diplomatie occidentale : celle des ministres des affaires étrangères des quinze à Apeldoorn, aux Pays-Bas, et celle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui avait mandaté M. Vranitsky pour ses consultations de vendredi avec les Albanais et dont le Conseil devait se réunir samedi à Vienne.

« La décision doit être prise très rapidement », a déclaré l'ancien chancelier autrichien à l'issue de

ces consultations. M. Vranitsky, qui avait rencontré des responsables du gouvernement de Tirana et des « comités de citoyens » créés dans onze villes insurgées à bord de la frégate italienne Aliseo, dans l'Adriatique, a insisté sur le fait que tous ses interlocuteurs, y compris le chef d'état-major de l'armée albanaise, estimaient ne pas pouvoir gérer seuls la situation. « Ils ont insisté sur le fait que la crise albanaise n'était pas une guerre civile. C'est le chaos, ils pensent qu'ils peuvent en venir à bout s'il y a un soutien de l'étranger », a-t-il dit.

## L'EUROPE DIVISÉE

« Je pense que les pays de l'OSCE et de l'UE doivent bien y réfléchir, car l'Albanie a besoin d'une réponse avec la plus grande urgence, sinon le chaos et l'anarchie continueront », a poursuivi l'ancien chancelier. Il a précisé que la demande d'aide militaire ou policière serait faite individuellement aux gouvernements européens, et



non collectivement à des institutions, ajoutant qu'il ne pouvait s'agir que d'une « coalition de volontaires ». L'OTAN et l'UEO, la seule organisation européenne chargée de questions de défense, avaient dans la journée refusé de se prononcer. Dans la soirée de vendredi, le président en exercice de l'OSCE, le ministre des affaires étrangères danois Niels Helveg Petersen, a jugé « vraisemblable » une intervention internationale. « Nous allons maintenant sonder le terrain pour savoir quelle force mettre sur pied, policière ou militaire, mais, à mon avis, tout indique qu'une intervention est vraisemblable », a-t-il dit.

L'Union européenne semblait divisée samedi matin, alors qu'il allait s'ouvrir la réunion de ses ministres des affaires étrangères. La veille, le chancelier Kohl avait écarté l'éventualité d'une inter-

vention, estimant que la situation chaotique qui s'est installée en Albanie ne permet pas de définir un mandat précis pour une opération militaire. La France, qui n'était guère intervenue publiquement sur la question albanaise jusqu'à présent, s'est montrée vendredi ouverte à la discussion, bien qu'en termes très prudents.

Le porte-parole de l'Élysée, M<sup>me</sup> Catherine Colonna, a indiqué que le président de la République, depuis Montevideo où il effectuait vendredi une visite officielle, avait demandé à Hervé de Charette de « participer activement » à la réunion d'Apeldoorn et d'y « faire valoir ses préoccupations » quant à la situation en Albanie. La France demande aux Européens de « prendre leurs responsabilités... Elle souhaite qu'en liaison avec leurs partenaires, les Européens puissent apporter leur contribution

à toute opération qui serait décidée dans le cadre d'un règlement politique, seul à même de régler la crise », a déclaré M<sup>me</sup> Colonna. La formulation est prudente et confirme que Paris ne souhaite pas dans cette affaire monter en première ligne, mais elle laisse néanmoins toutes les options ouvertes.

Le président en exercice de l'UE, le chef de la diplomatie néerlandaise, Hans van Mierlo, devait rappeler, comme l'a fait son premier ministre Wim Kok, que l'UE n'est pas habilitée à mettre sur pied une force militaire. Les ministres grec et italien s'apprêtaient à souligner l'urgence à mettre un terme à la tragédie en cours. Athènes a fait savoir qu'elle était prête à participer à une opération militaire internationale.

## PAS DE PROJET AMÉRICAIN

À Washington, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a déclaré qu'une intervention militaire américaine en Albanie n'était pas prévue pour l'instant, sans toutefois écarter totalement une telle possibilité. « Je n'ouvre aucune porte, je ne ferme aucune porte », a commenté M. Cohen. « Il n'y a pas de projet d'intervention américaine. Nous suivons cela de très près, nous discutons avec nos alliés, nous savons que des diplomates dans la région négocient en vue de parvenir à une sorte de situation pacifique », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuter.)

## Un appel du chef des Albanais du Kosovo

Le chef des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a souhaité, le vendredi 14 mars, une « intervention internationale urgente » en Albanie afin de mettre fin à l'escalade de la violence dans ce pays. Tout en soulignant que « l'aide des États-Unis et de l'Europe sera déterminante », il a salué la formation à Tirana d'un gouvernement de « réconciliation nationale », au cours d'une conférence de presse tenue à Pristina, la capitale du Kosovo, province de Serbie, où vivent plus de 1,5 million d'Albanais de souche. « Si une intervention internationale urgente faisait défaut, a-t-il dit, je n'exclus pas une aggravation sérieuse de la situation. »

## Frénésie du pillage et attente angoissée à Tirana

### TIRANA

de notre envoyé spécial  
« Ce que je n'ai pas osé imaginer dans mes rêves cauchemars est en train de se réaliser, dit un jeune Tiranais. C'est le chaos, je ne parviens pas à y croire... » Tirana a vécu, vendredi 14 mars, au rythme des pillages et des évacuations d'étrangers. Le centre de la ville, où des policiers sont revenus, était relativement calme, mais le chaos continuait à agiter les faubourgs. Les Albanais se sont retranchés chez eux, tandis que les rues de la capitale et les routes de campagne sont devenues un royaume pour les fous de la gâchette, les bandits, les miséreux en détresse et les agents nerveux de la police secrète.

La frénésie du pillage s'est emparée des émeutiers, qui s'attaquent pas encore aux maisons et aux magasins privés. Leurs cibles privilégiées sont les bâtiments publics et les biens étrangers. Un chantier malaisien a ainsi été dévasté. Dans les immeubles en construction qui devaient accueillir des centaines d'appartements, les gens emportent jusqu'aux poutres des toits et aux tiges d'acier des armatures. Le pillage s'est déroulé dans une atmosphère très tendue, ponctuée de hurlements et de rafales de kalachnikov. Sur une pierre, une jeune fille est assise, un chapeau de paille sur la tête. « Je suis étudiante à Shkodra, dans le Nord, raconte-t-elle. Je suis venue à Tirana, avec mon fiancé, pour y trouver des trucs utiles. » Son fiancé s'est lancé à la recherche de matériaux, un imposant revolver à la ceinture. Ces jeunes pillards ne sont pas des insurgés. Ils ne souhaitent pas renverser le gouvernement. « Dans le Nord, les gens aiment plutôt Sali Berisha. Moi, pas tellement », dit la jeune fille. Les pillards du chantier malaisien sont des gens du Nord et des villages. Sur la route, une vieille femme marche péniblement, courbée sous le poids des planches qu'elle porte sur le dos. Le long de la voie de chemin de fer, des adolescents tiennent en l'air des rafales de mitraillettes.

Des femmes et des enfants achèvent ailleurs le pillage d'un dépôt militaire, dont l'armurerie avait été dévalisée deux jours auparavant. Trois bambins jaillissent de la caserne avec des masques à



paraissent en direction d'un cimetière automobile. Les pillages se multiplient, opérés par des hordes de miséreux ou par des bandits. Personne ne se cache, et il y a parfois un air de fête populaire.

### ÉVACUATION DES ÉTRANGERS

La police secrète (SHIK) du président Berisha a en revanche repris le contrôle du centre-ville, après une nuit d'anarchie. Les agents du SHIK avaient ouvert le feu, jeudi, abattant un homme, et déployé des tanks afin d'assurer la sécurité du boulevard des Martyrs-de-la-Nation. La présidence et les bâtiments gouvernementaux y sont situés. Un homme, installé à la tourelle d'un char d'assaut, portait des vêtements civils et des cheveux longs. Les soldats ont déserté et la police secrète ne peut compter que sur elle-même. Un cortège de blindés et de Mercedes a défilé vendredi autour de la place centrale Skanderbeg. Les hommes du SHIK tiraient des rafales d'armes automatiques et criaient très fort, pour montrer qu'ils redevenaient les maîtres du centre névralgique de Tirana.

Parallèlement, les départs d'étrangers se sont poursuivis dans la confusion. Les Américains ont évacué quatre cents personnes de Tirana, avant que deux hélicoptères soient la cible de tirs d'armes automatiques. Les soldats américains ont immédiatement répliqué, puis l'opération a été suspendue. Les évacuations américaines

L'aéronavale italienne a évacué deux mille ressortissants étrangers, avant qu'un hélicoptère soit touché par deux balles anonymes. L'incident le plus grave a opposé des soldats allemands à des hommes armés. Tandis que des étrangers embarquaient dans les hélicoptères, protégés par des soldats déployés au sol, deux camionnettes sont arrivées dans l'aérodrome pour y semer le trouble. Les hommes, soupçonnés d'être des agents de la police secrète par des témoins, exhibaient leurs kalachnikovs et ont ouvert le feu. Les Allemands ont riposté, tandis que les candidats à l'évacuation se jetaient dans l'herbe.

Une trentaine de Français ont quitté Tirana par la route jusqu'à la plage de Durres, où ils ont été hélicoptères sur une frégate. Lors de chaque opération d'évacuation d'étrangers, des Albanais essayaient de quitter le pays. Au stade Kemal-Stafa, des agents gouvernementaux avaient amené leurs familles dans une camionnette pour les inclure parmi les évacués. Dehors, derrière les grilles du stade, des gens protestaient contre ce privilège.

Après les incidents de vendredi, on s'attendait que la poursuite de l'évacuation des ressortissants occidentaux bloqués à Tirana prenne l'allure d'une véritable opération militaire, samedi. Cent soixante-dix « marines » américains ont déjà été déployés pour protéger l'ambassade et les installations

des unités des forces spéciales. Le gouvernement albanais tente actuellement de convaincre la population de retrouver le calme. Le président Berisha et le premier ministre M. Fino sont apparus ensemble à la télévision pour lancer un appel solennel. Des tracts, invitant les Albanais à l'« unité », ont été distribués dans les rues. La télévision a indiqué que le gouvernement invitait tous les soldats et les policiers à réintégrer leurs unités et leur promettait un triple salaire.

### ANARCHIE

En dépit de la montée de l'anarchie en Albanie, le président Berisha a exclu de démissionner ou de s'enfuir. Le premier ministre socialiste Bashkim Fino lui a apporté un soutien mesuré, indiquant que M. Berisha « représente encore l'unité du pays ». Le Parti socialiste ne cache pas sa volonté d'obtenir le départ du pouvoir de M. Berisha, mais préférerait que cette étape soit franchie grâce à des élections démocratiques. Bashkim Fino s'est d'autre part félicité de la démission du chef de la police secrète à sinistra réputation, le général Gazidede. « Gazidede a démissionné. Aussi ne conduit-il plus le dispositif de l'état d'urgence », a-t-il précisé. M. Fino a enfin exprimé sa volonté de remanier la police se-

crète et la télévision gouvernementale.

Tirana attend les réactions de la communauté internationale. Les partis politiques et la population souhaitent l'intervention d'une force internationale afin de rétablir l'ordre dans le pays. Les partisans du chaos, qu'ils soient du SHIK, de la mafia ou des gangs, s'efforceront certainement de dissuader les Occidentaux, comme semblent l'indiquer les attaques contre des hélicoptères. Les journalistes ont aussi senti une recrudescence des vols et des brutalités à leur encontre. Un reporter de la chaîne britannique ITN a notamment été pris en otage et a subi, les yeux bandés, des simulacres d'exécution, avant d'être libéré.

Les Albanais attendent le lendemain, angoissés. Dans la rue, on peut acheter un fusil kalachnikov pour 25 francs. « Ce n'est pas encore la guerre parce que les gens sont occupés à piller et qu'ils ont du pain, dit un homme. Demain, lorsqu'il n'y aura plus de pain, ils commenceront à se battre entre eux. Puis le sang appellera la vengeance... » Dans un pays où la tradition de la vendetta reste forte, il existe une risquer réelle d'une plongée dans la guerre civile.

Rémy Ourdan

L'intransigence française sur l'OTAN teste la solidarité allemande

L'ALLEMAGNE est-elle en train de lâcher la France dans l'affaire du commandement sud de l'OTAN, alors que Bonn avait jusqu'à maintenant soutenu la demande française de transfert de ce commandement basé à Naples d'un amiral américain à un officier européen ? Certains dirigeants de Bonn étaient, en tout cas, très irrités par l'intransigence manifestée par les représentants de Paris à une réunion tenue il y a quelques jours au ministère de la défense à Bonn (Le Monde du 7 mars).

Alors que la France avait, depuis plusieurs semaines déjà, sollicité ses alliés européens pour qu'ils suggèrent un compromis et présentent un front commun face à Washington, elle a rejeté la formule proposée par Bonn et soutenue par les Britanniques, les Espagnols et les Italiens.

Paris veut une « visibilité » européenne immédiate, à travers le commandement sud

La position allemande, qui avait été exposée au secrétaire américain à la défense lors de son récent voyage à Bonn, est la suivante : on assurera le relais entre un commandant américain et un européen au bout d'une période de six ans ; le choix de la nationalité du commandant se fera ensuite sur la base de la contribution de chaque nation de l'Alliance, notamment en termes d'effectifs de troupes et de moyens intégrés. Entre-temps, un poste de vice-commandant pourrait être confié à un Européen, à la manière du vice-Saceur à Mons, qui serait en mesure de commander des opérations strictement européennes. Mais Paris, qui veut une « visibilité » européenne immédiate, réclame un partage des responsabilités « à un niveau égal ».

Cette intransigence place l'Allemagne, soumise depuis le début à une forte pression américaine, dans une position délicate. Les dirigeants de Bonn avaient fermement soutenu le principe de la demande française, mais ils ne s'estimeraient plus tenus au devoir de solidarité si les responsables français — pour des raisons de politique intérieure — se montraient fermés à tout compromis.

L'hypothèse actuellement retenue à Bonn est que le dossier ne sera pas réglé avant le sommet de Madrid et que la France ne rejoindra pas de sitôt les structures intégrées de l'Alliance. Il n'est cependant pas exclu que Jacques Chirac et Helmut Kohl tentent de sauver le front commun franco-allemand en se saisissant directement du dossier.

Lucas Delattre et Daniel Vermet